



Trump se vante du soutien des démocrates pour sa persécution des immigrés

Par [Bill Van Auken](#)

Mondialisation.ca, 27 décembre 2019

[wsws.org](#) 24 décembre 2019

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Loi et Justice](#)

Les immigrants et les demandeurs d'asile aux États-Unis font face à des conditions qui deviennent de plus en plus horribles. Le président américain, Donald Trump, s'est réjoui ce week-end du fait que le Parti démocrate s'est plié à sa politique anti-immigrés enragée. Les Démocrates ont voté l'approbation d'un nouveau financement de plusieurs milliards de dollars pour son mur frontalier.

Trump a donné un discours prononcé lors d'une réunion organisée par le groupe étudiant d'extrême droite, Turning Point USA, à West Palm Beach, en Floride. Dans le discours, il s'est vanté de l'approbation bipartite écrasante de la Loi d'autorisation de la défense nationale de 738 milliards de dollars. Selon la Maison-Blanche, ceci «permet de consacrer plus que les 8,6 milliards de dollars inclus dans la demande budgétaire au mur frontalier du Président, dont près de 1,4 milliard de dollars en financement direct.»

Le Parti démocrate a abandonné l'opposition à Trump qui détournait illégalement des fonds du budget du Pentagone pour le mur frontalier. On a également dépouillé la nouvelle loi d'une disposition qui aurait limité le rôle des troupes militaires dans la chasse et l'emprisonnement des immigrants à la frontière. Le Pentagone maintient un déploiement permanent de 5.500 soldats de la Garde nationale et de service actif à la frontière sud des États-Unis.

«J'ai fait mettre ce dispositif dans le cadre du projet de loi sur la défense, parce que vous savez quoi? Les démocrates n'aiment plus cette question, parce qu'ils savent que nous avons raison», a déclaré Trump à son auditoire de droite. «Quand vous voyez ce qui se passe là-bas, ils savent qu'on a raison. Ils ont en quelque sorte laissé passer celui-là.»

En effet, alors même qu'il procède à la mise en accusation de Trump sur la base de l'accusation étroite et réactionnaire selon laquelle il n'a pas été suffisamment agressif contre la Russie en retardant le financement militaire du gouvernement ukrainien de droite, le Parti démocrate marche au pas de la Maison-Blanche sur la montée en puissance de la guerre, les attaques contre la classe ouvrière et le traitement brutal des immigrants et des réfugiés.

Alors que les Démocrates et les Républicains resserrent les rangs, les conditions à la frontière entre les États-Unis et le Mexique et dans les centres de détention pour immigrés sont devenues de plus en plus infernales. Ceci constitue une violation des lois internationales qui garantissent le droit d'asile, et c'est un crime contre l'humanité honteux.

Depuis son entrée en fonction en 2017, le gouvernement Trump a tenté d'imposer ce qu'il appelle une politique de «tolérance zéro» à la frontière sud des États-Unis. Elle a créé pour les immigrants des conditions si cruelles et si punitives qu'elles dissuaderaient l'arrivée de ceux qui fuient la violence, la répression politique et la misère noire. Un siècle de domination impérialiste américaine et des décennies de dictatures et de guerres civiles soutenues par les États-Unis ont créé ces conditions chez eux. Cela a coûté la vie à des centaines de milliers de personnes en Amérique centrale.

La plus tristement célèbre parmi les mesures de Trump fut la séparation des enfants de leurs familles à la frontière, les enfermant dans des cages. Alors qu'un juge fédéral a annulé cette politique l'année dernière, l'Administration Trump et la patrouille frontalière continuent de séparer les familles, en utilisant des failles dans le jugement. Ils invoquent notamment le prétexte fallacieux qu'ils protègent la sécurité des enfants en les arrachant des bras de parents jugés «inaptes», voire d'autres proches. Cela comprend: les grands-parents, les tantes, les oncles et les frères et sœurs plus âgés, avec lesquels ils sont arrivés à la frontière.

L'attaque la plus importante, cependant, a pris la forme des «Protocoles de protection des migrants» (PPM), ou politique de maintien au Mexique. Elle s'est faite mise en œuvre au début de cette année et dont le nom est grotesquement erroné. Cette politique a permis de refouler plus de 60.000 demandeurs d'asile et autres migrants qui tentaient d'entrer aux États-Unis. Elle les a obligés à attendre de l'autre côté de la frontière mexicaine que leur dossier soit présenté à un juge de l'immigration américain.

Le gouvernement mexicain a créé des camps de réfugiés sordides dans les villes frontalières de Tijuana, Mexicali, Ciudad Juárez, Nuevo Laredo, Reynosa et Matamoros. Beaucoup d'entre eux vivent sous des tentes, sans accès à une alimentation adéquate, à l'eau potable et à des installations sanitaires. Pour la plupart sans emploi ni autres sources de revenus, ils sont également la proie de bandes criminelles.

Le groupe «Human Rights First» (HRF - Les droits de l'homme d'abord) a publié au début du mois un rapport. Il documente au moins: «636 rapports publics de viols, d'enlèvements, de tortures et d'autres attaques violentes contre des demandeurs d'asile et des migrants renvoyés au Mexique dans le cadre de la PPM». Comme le rapport l'indique clairement, ce chiffre n'est que la «partie émergée de l'iceberg», car la grande majorité des attaques violentes, y compris les enlèvements contre rançon, ne sont pas signalées par crainte de représailles. Le US Immigration Policy Center (le Centre pour la politique d'immigration des États-Unis) de l'Université de Californie à San Diego a publié une étude récente. Elle a révélé qu'une personne sur quatre renvoyée sous le régime du MPP dans les villes frontalières de Tijuana et Mexicali a été menacée de violence physique.

Parmi les cas cités par le rapport du HRF, on trouve ceux de demandeurs d'asile attaqués et kidnappés alors qu'ils se rendaient aux — ou revenaient des — audiences de l'autre côté de la frontière aux États-Unis. Il s'agit notamment d'une fillette handicapée de neuf ans avec sa mère qui se sont fait capturer et violer à plusieurs reprises sur une période de deux semaines. Parce qu'elles ont manqué une audience prévue pendant leur captivité, un juge de l'immigration a ordonné leur expulsion.

Les températures dans le nord du Mexique ont chuté sous le point de congélation la semaine dernière. Les conditions de vie des personnes qui campent à la frontière en attendant pendant des mois une audience d'immigration, dont beaucoup sont de jeunes

enfants, sont de plus en plus désespérées. Helen Perry, infirmière praticienne et directrice des opérations de «Global Response Management» (Gestion de réponse globale), a déclaré à HRF: «Pour avoir vu d'autres crises humanitaires dans le monde, c'est l'une des pires situations que j'ai vues. Elle ne fera qu'empirer, et elle va s'aggraver rapidement».

Le «Transactional Records Access Clearinghouse» (TRAC – Gestion d'échange et d'accès aux données transactionnelles) de l'Université de Syracuse a suivi les cas des immigrants. Selon les données compilées par TRAC en septembre, moins de 10.000 des cas d'asile se sont fait résoudre. Toutes les personnes qui avaient présenté leur cas se sont fait renvoyer à la frontière en vertu de la PPM pour attendre le résultat. Sur ce nombre, 5.085 cas se sont fait rejeter, tandis que 4.471 autres cas se sont fait rejeter sans décision, principalement pour des raisons de procédure.

Ce processus consiste en des interrogatoires menés par des agents qui traitent les demandeurs d'asile comme des criminels. De surcroît, il y a des audiences fictives tenues dans des tribunaux de tentes à la frontière au moyen de connexions vidéo avec des juges basés ailleurs. Un grand total de 11 cas — soit 0,1 pour cent des cas réglés — ont abouti à l'octroi de l'asile. Ce droit a été aboli de facto à la frontière sud des États-Unis.

Un complice indispensable de ce crime est le gouvernement prétendument «de gauche» du président mexicain Andrés Manuel López Obrador (AMLO). Ce gouvernement a acquiescé à la politique du «Reste au Mexique». Mais, tout en imposant sa propre répression aux immigrants qui tentent de traverser la frontière sud du Mexique avec le Guatemala. Au cours des dix premiers mois de cette année, les autorités mexicaines ont détenu 170.000 migrants d'Amérique centrale, soit une augmentation de 50 pour cent par rapport à 2018.

Dans une sinistre tentative de resserrer encore plus les vis, l'Administration Trump a introduit de nouvelles politiques élaborées par le conseiller intérieur fasciste du président américain, Stephen Miller. L'une d'entre elles vise à poursuivre pour expulsion ceux qui se présentent pour s'occuper des enfants non accompagnés qui ont traversé la frontière. Au départ, la Maison-Blanche voulait «intégrer» les agents de l'«Immigration and Customs Enforcement» (ICE – le Contrôle de l'immigration et des douanes) au sein de l'«Agence américaine pour les réfugiés» gérée par le Département de la Santé et des Services humains (HHS). Le but était de s'intégrer au HHS pour qu'ils puissent attendre des parents sans papiers qui se présentent pour prendre la garde de leurs enfants.

Bien que le *Washington Post* rapporte que les hauts fonctionnaires du HHS ont refusé cette proposition digne de Hitler, ils ont néanmoins permis à l'ICE d'obtenir les empreintes digitales et les données biométriques des adultes qui se présentent dans les refuges gérés par le gouvernement pour réclamer les enfants. Tout adulte jugé inéligible à la garde des enfants serait alors traqué pour être expulsé. Cette mesure cruelle vise à dissuader l'immigration en semant la terreur parmi les immigrants qui se présenteraient, empêchant ainsi les enfants de retrouver leur famille.

Une autre modification des règles d'immigration introduite par le gouvernement Trump ferait des infractions mineures, notamment l'utilisation de fausses pièces d'identité, la réception de prestations gouvernementales et le franchissement de la frontière après une ordonnance d'expulsion, des motifs de refus du droit d'asile.

En outre, les conditions dans ces centres de détention, où plus de 50.000 personnes sont détenues derrière les barreaux pendant des mois, voire des années, en attendant les

procédures du tribunal de l'immigration, sont aussi choquantes que celles à la frontière américano-mexicaine.

Un rapport détaillé publié lundi par *USA Today* expose des conditions qui équivalent à la torture dans un système tentaculaire de détention des immigrants, qui comprend quelque 222 établissements. Ce système est devenu une industrie de 3 milliards de dollars, avec 75 pour cent de tous les détenus de l'ICE détenus dans des prisons gérées à des fins lucratives par des sociétés carcérales privées. Les deux tiers de ces détenus n'ont pas de casier judiciaire, et 26 pour cent d'entre eux sont enfermés uniquement pour avoir demandé l'asile.

Le rapport cite les propres rapports d'inspection de l'ICE de juillet 2018 à novembre 2019, qui ont trouvé 1.818 «lacunes» dans 98 établissements, avec des problèmes qui vont de «nourriture moisie, aux salles de bain sales. Également, on a trouvé un nombre élevé d'allégations d'agression sexuelle, de tentatives de suicide et de plaintes que de gardiens utilisent la force contre les détenus».

Le rapport cite un incident survenu en octobre au Richwood Correctional Center (le Centre de correction de Richwood), une prison privée en Louisiane, dans lequel Roylan Hernandez-Diaz, un détenu cubain de 43 ans, s'est pendu. Il s'est suicidé après avoir passé cinq mois en détention en attendant que sa demande d'asile soit entendue. Lorsque les autres détenues l'ont su, une vingtaine d'entre eux ont organisé une manifestation, ils ont écrit «Justice pour Roylan» sur leurs tee-shirts et s'asseyant à la cafétéria tout en refusant de manger. La réaction a été une violente attaque des gardiens qui ont envoyé l'un d'entre eux à l'hôpital.

Parmi les cas cités dans le rapport figure celui d'une mère handicapée de deux enfants. La dame avait immigré aux États-Unis avec sa famille à l'âge de deux ans depuis la Jamaïque. Elle était légalement résidente permanente avant d'être emprisonnée pour une infraction mineure liée à la drogue et d'être visée par l'expulsion. Survivante d'un cancer, elle a été envoyée en juillet dernier dans une prison du comté de Floride avec un contrat avec l'ICE. Là-bas on lui avait dit que le médicament Tamoxifen qu'elle prenait pour empêcher le cancer de se reproduire était épuisé. Privée de ce médicament pendant trois semaines, elle a été informée en avril que son cancer du sein était revenu et elle a été libérée.

De telles atrocités ne sont pas simplement une question de négligence, mais sont plutôt perpétrées par dessein dans le cadre d'une politique d'immigration fasciste et vindicative. Cela expose l'hostilité de classe des deux principaux partis américains aux immigrants et à la classe ouvrière dans son ensemble.

(Article paru d'abord en anglais le 24 décembre 2019)

La source originale de cet article est wsws.org

Copyright © [Bill Van Auken, wsws.org](http://wsws.org), 2019

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca